

Pérou :

le pouvoir

selon Fujimori

Marie-Danielle Demélas-Bohy*
Isabelle Lausent-Herrera**

Depuis 1990, le Pérou offre l'exemple d'un nouveau type de présidence dans un contexte caractérisé par un retour général de l'Amérique latine à la démocratie. Un contexte également marqué par des difficultés économiques graves, un développement sans précédent de l'économie de la drogue, et des stratégies terroristes mises en œuvre par des partis décidés à s'emparer du pouvoir afin d'instaurer un ordre nouveau¹.

En 1990, le succès inattendu du candidat Alberto Fujimori contre Mario Vargas Llosa démontrait que la société péruvienne et le jeu politique avaient changé sans que la plupart des observateurs aient anticipé, suivi ou même pressenti ces transformations. La campagne annonçait pourtant un affaiblissement et une perte de légitimité des partis dont s'était démarqué chacun de ces deux candidats. M. Vargas Llosa, donné pour favori, était tout autant que A. Fujimori un nouveau venu sur la scène politique, comme l'étaient Carlos Menem en Argentine, Fernando Collor au Brésil et Violeta Chamorro au Nicaragua. Et, peut-être, A. Fujimori l'emporte-t-il alors surtout parce que son indépendance à l'égard de la classe politique était apparue comme étant la plus authentique.

* Professeur à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), Université de Paris III

** Chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique, CREDAL, Paris

1. Ce texte a été rédigé avec l'aide du Centre de documentation sur l'Amérique latine (CEDOCAL, Maison de la recherche, Toulouse) et la collaboration de Marie Esther Alarcón Portugal, étudiante à l'IHEAL.

Quel que fût le programme proposé par les candidats, le choix de l'électorat se portait aussi sur une image à laquelle identifier la magistrature présidentielle que le suffrage universel institue comme représentation ultime de la Nation. Après tant de débats sur l'identité du Pérou, la question semblait se résoudre de façon inattendue, un fils de Japonais se réclamant de ses origines asiatiques (et non d'un métissage, culturel sinon biologique) ayant satisfait davantage à l'identification de l'électorat que l'écrivain originaire d'Arequipa.

Comme cet article s'efforce de le montrer *infra*, la minorité japonaise établie au Pérou n'a pas toujours suscité des sentiments favorables. Pourtant, dans ce pays à la recherche d'une définition nationale et d'une redéfinition de la citoyenneté, le Nikkei² apparut correspondre davantage que le créole à l'idée que la majorité des Péruviens se faisaient d'un président.

On assista ainsi à la rencontre entre une société, profondément changée³ depuis la fin du régime militaire, et un homme décidé à pousser plus loin ces changements. Mais avant de réaliser ses objectifs, celui-ci devait donner une tournure nouvelle à la fonction présidentielle, et troquer la parole, apanage des *caudillos* civils et militaires, pour l'action rapide, abandonner la négociation créole pour l'épreuve de force, mettre à bas l'édifice complexe de réseaux élaboré en guise de représentation afin de proposer ses propres conceptions de la démocratie directe (ou « participative »).

En 1990, l'exercice du pouvoir au Pérou se situait dans une conjoncture particulièrement critique. A douze années de pouvoir militaire, avaient succédé les présidences de Belaunde Terry (1980-1985) et d'Alan García (1985-1990), pendant lesquelles la démocratie péruvienne, à travers ses partis, notamment l'Action populaire (AP) et l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), avait démontré son incapacité à résoudre l'une des plus graves crises économiques de son histoire, et son impuissance à juguler les menaces antidémocratiques.

Comment une démocratie peut-elle venir à bout de la débâcle économique et du terrorisme ? Les solutions proposées par A. Fujimori, dont la réélection, le 9 avril 1995, confirme l'incontestable succès auprès de l'électorat, rentrent-elles encore dans le cadre d'une démocratie, et sont-elles durables ? Pour comprendre la réussite de ce président d'un genre nouveau, ce texte analyse successivement les rapports que celui-ci entretient avec les institutions et les forces sociales, avec son identité et le modèle asiatique.

2. Les Nisei, Sansei, Yonsei sont, respectivement, les Japonais immigrés des première, seconde et troisième générations. Ce sont tous des Nikkei.

3. Pendant la « décennie perdue », la composition sociale et le peuplement du pays sont bouleversés, ainsi que la physionomie des villes et des campagnes, les modes de vie et les valeurs. Pour certains auteurs (notamment J. Matos-Mar, *Desborde popular y crisis del Estado*, Lima, IEP, 1984 ; J. Gölte et N. Adams, *Los Caballos de Troya de los invasores. Estrategias campesinas para la conquista de la Gran Lima*, IEP, Lima, 1987 ; I. Degregori, C. Blondet, N. Lynch, *Conquistadores de un mundo. De invasores a ciudadanos en San Martín de Porras*, Lima, IEP, 1986 ; H. de Soto, E. Chersi, M. Ghibellini, *El otro sendero*, Lima, Instituto libertad y democracia, 1987), ces bouleversements annonceraient la naissance d'un capitalisme populaire et inventif, appuyé sur des réseaux familiaux, régionaux, et des solidarités de voisinage. On peut toutefois émettre des doutes quant à la liberté de choix des acteurs sociaux, et suggérer que l'« informalité » n'est que le dernier recours d'une population qui ne dispose d'aucune source de revenu régulière, ni d'aucune sécurité.

L'exercice du pouvoir

Le programme que le candidat Fujimori énonce pendant sa campagne se limite à un slogan des plus simples : « travail, honnêteté, technologie ». Ces généralités dissimulent le projet de mettre en place une autorité sans rivale, un programme économique similaire au « choc » annoncé par M. Vargas Llosa et un bouleversement en profondeur du mode de fonctionnement de la vie politique.

La classe parlementaire péruvienne, caractérisée par sa professionnalisation, son recrutement limité, la pratique constante d'ententes d'état-major, l'instabilité de l'engagement partisan des élus et, pour beaucoup, leur faible implantation régionale, n'avait tiré aucun enseignement de sa mise en sommeil durant les gouvernements militaires. Cette classe politique dominant le Parlement, quels que soient les partis qui la composent, était-elle si éloignée de ces coteries de notables qui, au XIX^e siècle, « représentaient » naturellement la société qu'ils dominaient en se fondant sur un suffrage censitaire ou un électorat captif ?

L'élection, inattendue, de A. Fujimori signifiait que les cadres représentatifs de la société péruvienne venaient de changer sans que la classe politique l'eût perçu. Mais il ne s'agissait d'une surprise que pour ceux qui n'avaient pas tenu compte des transformations récentes de la vie politique, car la victoire du candidat indépendant s'était accomplie, non pas contre les partis, mais sur une scène désertée par des partis exsangues, les plus puissants s'étant déconsidérés par leur exercice du pouvoir. Devant l'incapacité des conservateurs à mobiliser un électorat populaire et à lui proposer un programme, l'APRA, qui avait représenté, depuis des décennies, le plus solide parti de masse du Pérou, pouvait être tenu pour responsable de l'état critique du pays ; et les espoirs suscités, en 1985, par l'élection d'Alan García avaient été trop vivement déçus pour ne pas entraîner la déliquescence de son parti.

Quant à la gauche, victime d'un sectarisme endémique qu'avait fait oublier la formation de la Gauche unie (IU) à la fin des années 1970 (ce rassemblement avait été capable d'emporter la mairie de Lima puis de mobiliser 30 % de l'électorat aux élections présidentielles de 1985), elle n'atteignait alors pas 7 % des voix. Entre-temps, face aux menaces pesant sur la démocratie, les forces qui composaient la coalition de l'IU étaient restées pour la plupart bien attentistes, espérant peut-être qu'en attaquant l'État bourgeois, le Sentier lumineux tirerait pour elles les marrons du feu.

Après le premier tour de l'élection de 1990, que A. Fujimori ou M. Vargas Llosa fût élu, un point était acquis : près des deux tiers de l'électorat avaient voté contre les partis traditionnels, et peut-être également contre leur conception restreinte de la représentation politique. On pouvait dès lors prévoir des relations difficiles entre le nouveau président et le Congrès.

Autorité sans partage, solutions empruntées

D'autant que A. Fujimori, pratiquant sans retenue démagogie et irrespect à l'égard des corps constitués, semblait chercher l'affrontement. Dès les premiers mois de sa présidence, il qualifie les parlementaires de « charlatans improductifs », les juges et les policiers de « chacals », l'Église catholique de « médiévale ». Au plus fort du conflit qui aboutit au coup d'État du 5 avril

1992, il informe l'opinion que la part du budget consacrée aux indemnités parlementaires dépasse celle assignée à la lutte contre le terrorisme.

De même, il affirme très tôt, à l'usage de l'armée, du conseil des ministres et du Parlement, vouloir exercer les prérogatives de sa charge sans concertation ni partage. Le 28 juillet 1990, le jour même de son installation, A. Fujimori relève de leur commandement le commandant des forces aériennes et celui de la marine (l'amiral Alfonso Panizo⁴, également chef du commandement des forces armées). Le 14 février 1991, lors de la démission du Premier ministre, également ministre de l'Économie, Juan Carlos Hurtado Miller, A. Fujimori saisit l'occasion de rappeler que, donnant de la Constitution de 1979, promulguée au départ des militaires, une interprétation strictement présidentialiste, il ne considère pas qu'un changement de Premier ministre représente un événement majeur de la vie politique. Et, le 15 mai, il annonce au Parlement, qu'il n'a pas informé des négociations, qu'il vient de signer avec les États-Unis un important accord de coopération anti-drogue. Autant d'exemples d'une conception de la présidence en rupture avec les pratiques antérieures.

Cependant, une fois affirmée la prépondérance de sa fonction sur toute autre, A. Fujimori n'hésite pas à se servir de programmes déjà employés par d'autres et à s'entourer d'hommes qui ont auparavant mis leurs compétences au service d'autres projets. Parmi ses collaborateurs, Oscar Ugarteche, ancien conseiller de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), a été conseiller des gouvernements nicaraguayen et bolivien, et Guido Pennano, directeur de la revue *Medio de cambio*, qu'il choisit pour ministre de l'Industrie en août 1990, a soutenu la candidature de M. Vargas Llosa. Au ministère de l'Économie, il nomme Carlos Boloña, directeur économique de l'Institut liberté et démocratie et coauteur du programme défendu par M. Vargas Llosa (C. Boloña a également été conseiller du gouvernement bolivien entre 1985 et 1987, et il s'apprête à exercer ce rôle auprès de la présidente du Nicaragua, V. Chamorro). En novembre 1992, A. Fujimori reçoit aussi le soutien de Rafael Rey, membre de l'Opus Dei, ex-membre de Libertad, le parti fondé par M. Vargas Llosa, et dirigeant du petit Movimiento renovación.

C'est également de modèles antérieurs, notamment de l'exemple donné par le président bolivien Paz Estenssoro, en 1985, dont A. Fujimori s'inspire, dix jours après son installation, pour établir une nouvelle règle du jeu économique qui exclut toute concertation.

Le *paquetazo* d'août 1990 et ses suites

Le 7 août 1990, A. Fujimori confirme l'état de siège que son prédécesseur a établi dans la capitale, l'étend à neuf départements de l'intérieur du pays et place la police et l'armée en état d'alerte, afin de pouvoir, le 9, annoncer un train de mesures économiques (*paquetazo*) que sa campagne n'a guère laissé prévoir : augmentation des prix de 200 % à 3 000 %, à commencer par l'essence ; « compensation » pour les salariés équivalant au salaire de juillet (soit une prime comprise entre 28 et 312 dollars) ; suppression du

4. A. Panizo soutient la campagne de M. Vargas Llosa, et la rumeur lui attribue des projets de coup d'État destiné à écarter A. Fujimori du pouvoir.

marché des changes officiel. Des manifestations suivies de quelques mises à sac sont aussitôt réprimées.

Le 16 août, les syndicats organisent une marche de protestation, dispersée par la police. Le lendemain, A. Fujimori multiplie par dix les tarifs des services publics et, le 18, le salaire minimum passe de l'équivalent de 12,5 dollars à 50 dollars, alors que le ministre de l'Économie évalue le « panier de la ménagère » à 260 dollars. La Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP, communiste) et la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP, liée à l'APRA) annoncent une grève générale pour le 21 août. Mais, dès les premiers jours, la hausse des prix ralentit⁵. Les réserves monétaires augmentent, les impôts rentrent.

En 1991, la pression s'accroît avec pour objectifs la liquidation des derniers acquis de la réforme agraire et la réduction de moitié, au moins, du nombre des fonctionnaires qui s'élève à un million, objectif atteint trois ans plus tard.

En quelques jours, les normes qui réglaient les négociations entre l'État et les organisations syndicales sont annulées de fait, et chaque tentative de protestation est suivie, méthodiquement pourrait-on dire, d'une surenchère de la part d'un président que rien ne semble arrêter. Avec la même résolution, celui-ci élimine l'obstacle que représente un Parlement de plus en plus rétif et inopérant.

Le *golpe* du 5 avril 1992

A court terme, le président entend liquider le foyer de résistance constitué par le Congrès où son parti, Cambio 90, ne dispose que de 30 % des sièges ; à moyen terme, il envisage de reconstruire le paysage partisan et parlementaire péruvien à partir de décrets-lois. Mais A. Fujimori ne se lance dans l'aventure qui consiste à surmonter par la force les obstacles qu'après s'être placé sur la bonne voie pour résoudre l'hyperinflation qui ronge le pays depuis 1988, tout en manifestant son goût pour les paris risqués : la reprise économique qu'il annonce dès 1990 ne fait pas sentir ses effets avant 1993⁶.

En décembre 1991, au bout d'une longue série d'escarmouches livrées contre la présidence, le Sénat entreprend d'annuler 10 des 126 décrets-lois rédigés par A. Fujimori, dont celui qui réorganise les services des renseignements, celui qui a trait à la réforme des instituts militaires et celui qui prévoit la privatisation du secteur minier. Et, tirant parti des abus de langage de son adversaire, le Congrès menace de déposer le chef de l'État en vertu de l'article 206 de la Constitution (« la présidence demeure vacante en cas d'incapacité intellectuelle ou d'incapacité physique permanente déclarée par le Congrès »).

Contre un Parlement bien décidé à l'empêcher de gouverner par décret, A. Fujimori menace de faire usage des pouvoirs de dissolution que lui accorderait, selon lui, la Constitution de 1979. Mais, peut-être parce qu'il n'est pas sûr de gagner de façon décisive les élections prévues, et

5. Variation cumulée de l'indice des prix à Lima : 1989, 2 775,3 % ; 1990, 7 649,7 % ; 1991, 139,2 % ; 1992, 56,7 % ; 1993, 39,5 % ; 1994, 15,4 % (INEI, Lima).

6. En 1992, le PNB diminue de 2,8 %. Il s'agit du plus bas niveau atteint cette année-là par un État d'Amérique latine ; au même moment, la croissance du PNB atteint 9,5 % au Chili et 6 % en Argentine (source CEPAL).

peut-être aussi parce qu'il est désireux de montrer sa force et son audace à une opinion qu'il sollicite de plus en plus, par institut de sondage interposé, il opte pour un coup d'État. Le 5 avril 1992, il proclame la dissolution de l'Assemblée tandis que l'armée se déploie dans la capitale.

Les raisons alléguées pour se livrer à une telle violation des règles de la démocratie représentative (« l'inefficacité du Parlement et la corruption du pouvoir judiciaire [...] aggravées par l'attitude manifestement obstructionniste et les desseins cachés des chefs de partis qui, opposés aux efforts du peuple et du gouvernement [...], attendent l'échec de la stratégie de paix ») rencontrent l'adhésion de la majorité. Une enquête d'opinion réalisée au lendemain du *golpe* assure le président putschiste du soutien de 87 % des personnes interrogées.

Pendant ce temps, les parlementaires, réunis dans la clandestinité, désignent pour président légal l'ancien vice-président, Carlos García y García, qui prête serment, avant de se réfugier à l'ambassade d'Argentine. L'autre vice-président, Máximo San Román, qui se trouvait alors aux États-Unis, est à son tour désigné et, le 21 avril, de retour au Pérou, il prête serment devant 200 des 240 députés. Depuis Berlin, M. Vargas Llosa reconnaît la légitimité du président désigné par l'assemblée proscrite. A Lima, le président de la Banque centrale, Jorge Chávez, et le surintendant des banques, Hugo García Salvatecci, refusent de collaborer avec le régime instauré par le *golpe*. L'Organisation des États américains (OEA) proteste, sans vigueur excessive ; les États-Unis suspendent une aide devenue très importante depuis deux ans, « gelant » 30 des 130 millions de dollars qu'ils consacraient alors à l'aide au Pérou. L'Union européenne s'émeut.

Contre la mobilisation de la classe politique et la réprobation des instances internationales, A. Fujimori dispose, outre le soutien de l'opinion, de l'appui de l'armée, une armée dont il s'est acquis la loyauté mais dont la réputation commence à être sérieusement entamée par des accusations de violation des droits de l'homme dans les zones confiées à son administration, et des informations faisant état de liens avec les cartels de la drogue.

Le 22 novembre 1992, une consultation destinée à élire les membres d'une Assemblée constituante accorde au président la majorité dont il avait besoin : 38 % des voix, soit 55 % des sièges. Le seul parti traditionnel ayant pris part à ces élections, le Parti populaire chrétien (PPC), n'obtient que 9 % des voix. En 1993, des élections municipales confirment l'effacement des partis au profit de listes indépendantes et, le 29 décembre 1993, une nouvelle Constitution est promulguée après qu'un référendum organisé le 31 octobre l'eut approuvée par 52,24 % des voix.

Les formes de la démocratie représentative sont ainsi préservées, mais les mesures prises par A. Fujimori aussitôt après le *golpe* révèlent d'autres priorités que la consolidation démocratique : d'une part, la destruction des partis terroristes et, d'autre part, l'enterrement des partis traditionnels.

Priorité de la lutte contre le Sentier lumineux et le MRTA

Cet objectif passe par des modifications de la législation répressive et des règles de fonctionnement de la justice. Un décret du 6 mai 1992 prévoit des peines de trente ans de détention pour les « rebelles » impliqués dans des

actions ayant entraîné mort d'homme, et pas moins de vingt-cinq ans pour les saboteurs qui se seraient attaqués à des services publics. En juillet, l'âge de la responsabilité pénale est abaissé de 18 à 15 ans, afin de tenir compte du recrutement de jeunes guérilleros. Parallèlement, A. Fujimori annonce qu'il va entreprendre une enquête d'opinion afin de rétablir la peine de mort et, s'inspirant de l'expérience colombienne, il établit l'anonymat des juges, afin de les soustraire à toute pression. La justice est désormais rendue par des magistrats masqués, usant de procédures accélérées pour rendre leurs décisions, signant leurs sentences d'un pseudonyme.

Afin de préparer le terrain, le *golpe* s'accompagne d'une purge du pouvoir judiciaire : accusés de corruption, 135 juges et procureurs sont relevés de leurs fonctions en avril, ainsi que 13 des 30 membres de la Cour suprême ; parmi les personnes mises à l'écart, le procureur général, Pedro Méndez Jurado, jugé trop indépendant, ainsi que d'honnêtes magistrats dont le principal défaut avait été d'entretenir des liens avec l'APRA ou d'avoir dénoncé les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité.

Tandis que dans les provinces placées sous son contrôle, l'armée jouit de la plus grande liberté d'action, il se révèle urgent de reprendre en main les secteurs de la capitale passés dans la mouvance du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), notamment les prisons de Lima (les pénitenciers se sont progressivement transformés en centres de recrutement et d'entraînement du Sentier lumineux) dont Victor Polay, dirigeant du MRTA capturé en février 1989, s'est évadé en juillet 1990 avec 47 autres guérilleros. Le 6 mai, l'opération de reconquête de la prison de Canto Grande commence. Après plusieurs jours de combats, et alors que l'on peut craindre un massacre comparable à celui de 1986 (qui s'était soldé par la mort de près de 300 détenus), l'assaut est finalement donné le 11 mai. Les sentiéristes se rendent (28 ont trouvé la mort, dont d'importants responsables).

L'arrestation d'Abimael Guzmán a lieu le 12 septembre 1992, sans que A. Fujimori soit informé par la police de l'imminence de sa capture. Trois semaines plus tard, le 7 octobre, le jugement est rendu : le dirigeant du Sentier lumineux est condamné à purger une peine de prison à perpétuité. L'année suivante, avec son « retournement » (en septembre 1993, depuis sa prison, A. Guzman sollicite auprès du président Fujimori l'ouverture de « négociations conduisant à un accord de paix »), le processus d'élimination du Sentier lumineux en tant que menace majeure paraît bien amorcé ⁷.

Destruction du système politique antérieur

L'analyse que A. Fujimori fait du passé politique récent du Pérou est présentée le 18 mai 1992, devant le sommet de l'OEA, à Nassau, lorsque le chef de l'État doit s'engager à revenir au plus tôt à la démocratie dont il vient de transgresser les règles. C'est au nom d'une nouvelle conception de la représentation qu'il édifie sa défense, dans laquelle il oppose le peuple à la

7. Pour l'analyse de ce processus et une interprétation des causes de l'effondrement du Sentier lumineux, cf. « Pérou : l'effondrement surprenant du Sentier lumineux », Ivan Degregori, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 13, avril-juin 1994.

classe politique : la Constitution de 1979 avait accordé aux seuls partis le droit de présenter des candidats, et institué à leur profit un monopole aboutissant à réduire la vie politique péruvienne à des négociations et des manœuvres de camarillas. Un tel détournement de sens de la représentation nationale avait privé l'électorat de contrôle sur l'action de ses élus, et interdit à l'exécutif tout exercice réel du pouvoir. En outre, l'influence des partis s'était étendue au-delà des limites de la vie politique, en direction du monde du travail où, là encore, les citoyens ne pouvaient faire entendre leur voix, accaparée par des syndicats partisans.

La solution que propose alors A. Fujimori est de faire désormais participer directement les citoyens aux décisions politiques à l'aide de fréquentes enquêtes d'opinion et de plébiscites. Le monopole représentatif détenu par les partis doit aussi être brisé.

L'ancien système bicamériste (60 sénateurs et 180 députés, soit un représentant pour 35 000 électeurs) cède la place à une seule chambre de 80 élus, soit un député pour 125 000 électeurs (il s'agit d'un retour à un système mis en place au XIX^e siècle et abandonné depuis 1920). Afin d'empêcher les « parachutages » depuis la capitale, on exige des candidats qu'ils résident depuis au moins un an dans leur circonscription. S'ajoutent à cela la suppression des listes closes et l'organisation de primaires pour sélectionner les candidats : ainsi, les décisions d'état-major tendront à s'effacer devant celles de la base. En outre, le monopole exercé par les partis sur les candidatures est aboli afin d'encourager les candidatures indépendantes, qui renouvelleront d'autant plus rapidement la classe politique que la réélection immédiate est rendue impossible. Enfin, le programme vise à éliminer la dispersion qui caractérisait auparavant la vie politique en instituant une sorte de retour à la case départ pour les partis n'ayant pas obtenu 5 % des suffrages et qui devront alors renouveler toute la procédure nécessaire à leur inscription devant le Tribunal national des élections (JNE).

Parallèlement à ces mesures, A. Fujimori se risque à une réorganisation de la société visant à définir de nouveaux relais entre la société et l'État, remettant en question la législation du travail, et encourageant l'apparition ou le développement de nouvelles structures, telles que les syndicats des travailleurs « informels », les associations d'habitants de *pueblos jóvenes*, et les *rondas campesinas*, ces dernières méritant bien un article à elles seules, tant les interprétations qu'elles suscitent paraissent éloignées⁸.

Ces mesures s'accompagnent d'un retour au centralisme dont les administrations précédentes avaient timidement proposé de corriger les abus. Mais l'ajournement *sine die* de la régionalisation suscite un mécontentement que bien des provinces savent alors manifester lors du référendum du 31 octobre 1993, n'accordant que de justesse un « oui » que le président pensait obtenir facilement. Une division semble se dessiner dans le pays : d'un côté l'énorme capitale et le centre, de l'autre les provinces excentrées (mais non pas dépourvues de forces et de ressources) du Nord et du Sud.

8. S'agit-il d'un retour aux *hermandades* d'origine médiévale ou de la naissance de groupes paramilitaires dont le développement pourrait se révéler inquiétant ? En juillet 1992, alors que les *rondas* de l'Apurímac mobilisent 45 000 hommes en armes, Hernando de Soto parle de « libanisation » du Pérou (*Informe latinoamericano*, IL-92-29).

Les appuis d'un homme seul

« Le Chinois ne se marie avec personne », dit souvent A. Fujimori, en parlant de lui-même. L'affirmation apparaît fondée. A l'exception d'une seule (mais il s'agit de l'armée), les forces auxquelles A. Fujimori s'allie ne sont jamais assurées de lui rester durablement associées. Lors de sa fondation, le parti de A. Fujimori, Cambio 90, forme un regroupement hétérogène comprenant des évangélistes, des agraristes et les partisans d'une « politique alternative », des forces secondaires qui n'ont pas tenté de se fondre, et auxquelles leur fédérateur n'a pas donné les moyens de s'accroître. Ainsi, en 1992, A. Fujimori soutient un mouvement créé pour les élections à la Constituante, Nueva Mayoría, transformé bientôt en une coalition baptisée Nueva Mayoría-Cambio 90. Puis, en janvier 1993, il s'en va chercher son candidat à la mairie de Lima hors de ce regroupement, pour l'abandonner au vu de sondages négatifs... Après cinq ans de mandat, il apparaît que A. Fujimori n'a pas cherché à s'associer étroitement à un parti, et n'accorde qu'une fonction immédiate et précaire aux groupes qui le soutiennent, dont il suscite la naissance et qu'il abandonne au gré de ses besoins.

La même inconstance se remarque dans ses relations avec les Églises protestantes. En 1990, un tiers des 60 députés Cambio 90 sont membres actifs de groupes évangélistes⁹, et le second vice-président, Carlos García y García, est un pasteur baptiste. Guillermo Yoshikawa, pasteur méthodiste d'ascendance japonaise, adresse en 1990 une *lettre ouverte au peuple évangéliste* appelant à soutenir la candidature de A. Fujimori, qui entraîne aussitôt de vives réactions de la part de l'Église catholique.

Cependant, entre la campagne de 1990 et la fin du premier mandat de A. Fujimori, les relations de celui-ci avec ses soutiens se détériorent au point que son rival, Javier Pérez de Cuéllar, signe un accord avec le mouvement Présence chrétienne, dirigé par l'ancien vice-président, Carlos García y García. A. Fujimori s'étant refusé à désigner des évangélistes à des postes décisifs de l'action sociale gouvernementale.

Pouvant paraître inconstant et désinvolte dans ses relations avec les forces politiques ou sociales sur lesquelles il pourrait s'appuyer, le président ne respecte pas les normes communément admises dans l'exercice du pouvoir présidentiel. Des relations privilégiées nouées avec l'armée semblent représenter sa seule alliance durable.

La présidence et l'armée

Dès le premier jour, A. Fujimori s'impose à l'armée comme étant son chef suprême, en relevant de leur commandement les plus hauts dirigeants des forces armées, une prérogative de la présidence que ses prédécesseurs n'avaient jamais osé exercer. Confrontés pendant dix ans à la guerre civile qui se développait dans les départements de l'intérieur et gagnait la capitale, ces derniers avaient fait preuve de la plus grande faiblesse à l'égard d'une institution à laquelle la Constitution accordait cependant une place subordonnée.

9. Selon les évangélistes, leurs Églises compteraient au Pérou environ 750 000 membres actifs.

Par l'intermédiaire, semble-t-il, de son conseiller, Vladimir Montesinos, homme au passé incertain, ancien officier, puis avocat, exerçant des fonctions subalternes dans le cadre du SIN, le service de renseignement, A. Fujimori entretient, avant même sa première élection, des relations personnelles avec les cercles militaires et s'impose à eux. Après dix ans de flottement, le pouvoir civil parvient grâce à lui à se subordonner les militaires, en faisant fi des règles de désignation en vigueur de longue date au sein de l'armée. En maintenant contre toutes critiques le général Hermoza, que son âge destinait à la retraite, à la tête du haut commandement, A. Fujimori retire à la hiérarchie militaire son privilège de nommer un *primus inter pares*¹⁰.

Le soutien que l'armée apporte depuis cinq ans à A. Fujimori ne peut se concevoir sans la guerre civile (jamais nommée ainsi) qui s'est déroulée sur une partie du territoire. Pendant près de dix ans, des régions représentant jusqu'à un tiers du territoire national et près de la moitié de la population ont échappé à l'administration civile¹¹. A partir de 1983, l'armée se voit confier la conduite de la guerre et s'arroge de fait les pouvoirs les plus étendus dans les zones, de plus en plus nombreuses, touchées par la guerre.

Une armée à laquelle est confiée pareille tâche n'évite pas les souillures de la « sale guerre », quand les politiques lui abandonnent des responsabilités qui devraient être les leurs, et que l'hyperinflation réduit les soldes à peu de chose. Certains secteurs militaires parviennent à considérer comme légitimes le butin de guerre (les confiscations réalisées aux dépens des narco-trafiquants, par exemple), les opérations réalisées au mépris des garanties constitutionnelles, voire les expéditions punitives et les exécutions sommaires. Il leur faut dès lors veiller à se préserver de tout regard de la société civile sur leurs actions.

Le pacte entre la présidence et l'armée pourrait bien résider en cette liberté confiée à l'armée, le pouvoir sans partage, s'accompagnant de possibilité de gains considérables, qui lui a été concédé dans des provinces périphériques venant compenser sa perte d'autonomie au niveau national¹². Un tel accord impliquerait de la part du président qu'il prévienne toute remise en question du haut commandement et de l'armée en tant que corps. C'est ainsi que, le 20 avril 1993, des chars patrouillent dans la capitale, afin d'intimider la nouvelle assemblée qui réclame une enquête sur les violations des droits de l'homme qu'aurait commises l'armée. Les chars ne se retirent qu'après l'intervention des États-Unis qui menacent, une fois encore, de suspendre leur aide économique, contraignant A. Fujimori à apaiser ses alliés militaires.

Si le pouvoir présidentiel semble s'exercer sur la base d'un pacte passé entre le président et l'armée, impliquant une loyauté sans faille de celle-là à l'égard de celui-ci, les termes de l'échange manquent toutefois

10. « Pendant des décennies, la nomination des commandants en chef de chacune des forces armées a dépendu d'un tableau d'avancement interne et, éventuellement, d'une assemblée de ces officiers qui désignait alors le premier d'entre eux. Celui-ci était ensuite nommé, sans discussion aucune, par les civils qui exerçaient le pouvoir politique », éditorial de *El Expreso*, 9 mai 1992, cité par I. Degredori et C. Rivera, *Fuerzas armadas, subversión y democracia, Documento de trabajo* n° 53, IEP, Lima, p. 21.

11. Cette donnée, fournie par le Sénat en 1992, est reprise par I. Degredori et C. Rivera, *op. cit.*, p. 13. En l'absence d'informations dignes de foi, il est encore impossible de faire le partage entre les zones qui, à travers l'administration militaire, restaient encore dans le domaine de l'État, et celles qui en étaient sorties pour passer sous le contrôle de partis insurgés ou de cartels de trafiquants de cocaïne.

12. E. Obando, « El caso de La Cantuta y la cuestión militar » *¿ Qué hacer ?*, n° 87, janvier-février 1994.

de clarté, dans la mesure où l'armée aurait quelques raisons de ne pas juger toujours bénéfique l'action de son allié à son égard : arbitraire des promotions et des mises à la retraite anticipée, maintien de soldes insuffisantes, stagnation des crédits militaires, obsolescence de l'armement...

L'armée péruvienne n'a jamais été un corps homogène, et la grogne alimentée par l'insatisfaction corporatiste d'une part ¹³, le refus manifesté par certains officiers de laisser impunis les groupes se livrant à des violations des droits de l'homme d'autre part alimentent des tentatives d'opposition au gouvernement et favorisent la création de cercles dissidents au sein de l'armée. C'est grâce à leurs dénonciations qu'auraient été découverts le charnier des disparus de La Cantuta ¹⁴ ou l'affaire de Barrios Altos.

Une autre cause de mécontentement apparaît avec l'aggravation du conflit frontalier qui aboutit, en janvier 1995, à une guerre contre l'Équateur, qui démontre les carences de l'armement des forces péruviennes, parmi les mieux équipées du sous-continent quinze ans auparavant (mettent un terme à ce conflit le cessez-le-feu signé le 13 février ainsi que la déclaration de paix de l'Itamaraty conclue au Brésil le 17 du même mois). L'armée, en voie d'être cantonnée à des tâches de maintien de l'ordre et de développement régional, serait désormais en droit de faire prévaloir ses fonctions de défense nationale et de réclamer une importante augmentation de son budget pour se moderniser.

De l'utilisation de l'origine japonaise du président : el Chino

Ce qui précède montre à quel point la pratique du pouvoir présidentiel selon A. Fujimori, rompant avec celle de ses prédécesseurs immédiats, rappelle un certain art créole de la politique, celui des *caudillos* modernisateurs. L'homme n'hésite cependant pas à user des symboles liés à son origine japonaise. Il paraît donc intéressant de considérer la manière dont cette symbolique est mise en œuvre ainsi que le soutien qu'elle peut recevoir des communautés d'origine asiatique installées au Pérou.

Dès sa première campagne, des références au Japon émaillent les discours du candidat à la présidence, entretenant l'idée qu'il existerait déjà une relation étroite entre les deux pays et que le Japon, sollicité par A. Fujimori, serait prêt à l'aider. Cette façon de présenter le Japon et, à travers lui, le succès du modèle asiatique, contribue, dans la mesure où la population ne fait pas confiance à ses représentants traditionnels, à faire naître l'idée d'une assistance tutélaire japonaise.

13. IL-92-46. Le 13 novembre 1992, se produit une tentative de coup d'État militaire contre Fujimori, sur le modèle de celui qui a été tenté, en février, par une fraction de l'armée vénézuélienne. Le chef du complot, le général Jaime Salinas Sedó, a été jusqu'en juillet 1992 commandant de la deuxième région militaire (Lima). Alors que son ancienneté le destinait au poste de chef d'état major, Fujimori l'a envoyé défendre l'image de l'armée péruvienne aux États-Unis. Le même jour, paraît un décret autorisant le président à relever, à son gré, des officiers de leur fonction afin de rénover les cadres des forces armées.

14. Sous la pression des États-Unis et de l'opinion, onze officiers sont mis en jugement. Le verdict, confié à un tribunal militaire qui innocent le haut commandement et le SIN (services secrets), entraîne de vives réactions dans la classe politique (le Premier ministre, Bustamante, démissionne), la presse, l'ordre des avocats et l'Église (IL, 3 mars 1994).

Arrivés au Pérou dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les Chinois ont contribué pour une large part à l'essor économique du pays. D'abord asservis dans les *haciendas* puis devenus pour la plupart de petits boutiquiers, ceux qui s'établirent alors au Pérou (près de cent mille) furent l'objet des pires vexations et furent souvent rejetés tant par les intellectuels que par la classe populaire urbaine à laquelle, pourtant, ils s'intégraient assez facilement, à la fois par le mariage et par leurs activités économiques. Lorsque d'autres travailleurs asiatiques, des Japonais cette fois, sont amenés pour le bénéfice de l'agriculture péruvienne (1899-1924), la population ne les différencie pas des précédents migrants et les désigna sous le terme générique de *chinos* (chinois). C'est ainsi que la population, héritière des vieux réflexes socio-ethniques, surnomme, en 1990, le candidat Fujimori *Chino*.

Péjoratif à l'origine, ce terme est devenu familier, parfois même affectueux. Il y a mille façons de faire entrer le *chino* dans la vie quotidienne, parce qu'il est parfaitement intégré au paysage urbain. C'est le *chino de la esquina*, l'épicier du coin, ou le *chino de la suerte*, celui que l'on va voir en cachette pour connaître son avenir. A l'aube de l'élection présidentielle, c'est à ce Chinois-là que le journal espagnol *El País* (15 avril 1990) fait allusion en parlant de A. Fujimori. Appellation populaire par excellence, le terme est repris par les médias internationaux ¹⁵.

Dans la mesure où il veut apparaître comme le champion des marginaux et des plus démunis, A. Fujimori se doit de conserver ce surnom qui rappelle son appartenance à une minorité non nationale. En le reprenant à son compte, il lui donne une signification nouvelle qu'il se plaît à employer avec une sorte de défi. Alors qu'on lui demande récemment à quel titre il va se rendre à la Conférence annuelle des chefs d'entreprise, il répond : « Je n'irai pas en tant que président, mais comme un petit Chinois candidat qui va voyager jusqu'à Ica sur l'autoroute qu'a construite le président Fujimori ». Après cinq années d'exercice du pouvoir, le chef de l'État continue à jouer de ses origines et à prouver à l'opinion qu'un *chino* reste un *chino* mais aussi qu'on peut être *chino* et péruvien à la fois.

Une société entre la défiance et la fascination

Il a existé au Pérou (cf. *supra*), de la seconde moitié du XIX^e siècle à l'après-guerre, un fort sentiment anti-asiatique lié à l'arrivée massive de Chinois puis de Japonais. Les manifestations racistes culminèrent en 1940 avec le pillage de biens nippons suivi, à partir de 1941, par la déportation de 1 800 Japonais. Avec la normalisation des relations entre les deux pays, en 1956, et le rétablissement économique du Japon, cette animosité s'estompa et l'image du Nikkei travailleur et honnête tendit à se substituer à celle du concurrent déloyal et de l'espion à la solde du gouvernement japonais ¹⁶.

15. Que ce soit dans *Le Monde*, *El País*, ou le *Far Eastern Economic Review* (« *El Chino Fujimori charms China* », 23 juin 1994), Fujimori est « le Chinois ». La presse japonaise informe ses lecteurs de ce surnom, mais ne le reprend pas à son compte, et pour cause, ce qui ne l'empêche pas de railler parfois ce fils d'immigré.

16. Pour une analyse des relations Pérou-Japon, cf. I. Lausent-Herrera, *Pasado y presente de la comunidad japonesa en el Perú*, IEP, col. Mínima, Lima, 1991.

L'annonce de la candidature de A. Fujimori suscita cependant quelques réactions anti-asiatiques, non plus dans les couches populaires autrefois les plus hostiles, mais chez les Péruviens les plus aisés, encore imprégnés de l'idéologie élitiste de l'oligarchie blanche. La réaction des frédémistes¹⁷ soutenant la candidature de M. Vargas Llosa, ainsi que la renaissance politique de l'Unión odriista, héritière de cette idéologie après-guerre, de même que les déclarations du sénateur Chirinos Soto, hostile à l'élection d'un président d'origine japonaise, rappellent qu'au lendemain du vote, cette origine constitue un problème pour certains citoyens. Caricatures, illustrations et titres racoleurs viennent appuyer des textes ambigus dans lesquels, souvent, tout ce qui peut sembler critiquable chez A. Fujimori est imputé à son origine. Un exemple parmi d'autres : un article de *Caretas* dénonçant les tendances autoritaires du président s'accompagne d'une caricature, pleine page, où A. Fujimori, l'arme à la main, vêtu en soldat japonais de la Seconde Guerre mondiale, figure au milieu d'une galerie de portraits de dictateurs connus¹⁸.

Si la presse se permet parfois des amalgames inadmissibles¹⁹, A. Fujimori, pour sa part, alimente ces réactions par ses propos et certains de ses choix. Comment cette presse ne relèverait-elle pas que celui qu'elle surnomme « l'Empereur » ou « le fils de l'Empire du soleil levant » s'entoure de certains Péruviens d'origine asiatique (descendants de Japonais, mais aussi de Chinois) : L. Baba, V. Diaz Lau, G. Yoshikawa, Jaime Yoshiyama, V. Joy, G. Lau Kong, etc. Il en va de même pour le choix des hauts fonctionnaires. Cette propension inquiète d'autant plus qu'elle semble perdurer lors du second mandat. En juillet 1995, à la veille de renouveler son serment devant la Nation et dans une atmosphère de fortes tensions internes, A. Fujimori décide d'appuyer, à l'occasion des élections municipales de novembre 1995, le fidèle J. Yoshiyama, ancien ministre de l'Énergie et des Mines, ancien président de l'Assemblée constituante. En destinant ce dernier à devenir, selon certains, l'homme fort (en second) du régime, A. Fujimori peut s'attendre à de nouvelles réactions hostiles²⁰ (J. Yoshiyama est, lors du scrutin, battu par un candidat indépendant).

À l'extrême gauche également, l'élection de A. Fujimori réveille un sentiment nationaliste qui s'était étioilé avec la crise. Dès 1988, le Sentier lumineux s'en prend aux entrepreneurs péruviens d'origine japonaise ou chinoise, voyant en eux à la fois le symbole d'une réussite capitaliste accessible à la classe moyenne, et des éléments étrangers à la population nationale²¹. Il expose sa position dans son journal (*El Diario*,

17. Du parti Fredemo. En 1987, M. Vargas Llosa crée le Mouvement de la liberté, en réaction à la nationalisation des banques décidée par le président A. García. En 1988, ce mouvement se fond dans un parti né de l'alliance de l'Action populaire (AP) et du Parti démocrate chrétien (PPC), le Fredemo ou Front démocratique.

18. *Caretas*, n° 1316, du 16 juin 1994, p. 10-14, « En defensa de las dictaduras ».

19. *L'article de Caretas* (n° 1309 du 28 avril 1994), « Ciclón asiático », est particulièrement révélateur de cet état d'esprit. Influencé par les nouvelles tendances nord-américaines visant à démythifier le Japon, l'article reprend de vieux clichés anti-asiatiques.

20. Jaime Yoshiyama, considéré comme le bras droit du président Fujimori, a également assumé la direction de la COPRI, organisme créé afin de gérer la privatisation des entreprises publiques péruviennes. C'est à ce titre qu'il a dû négocier la mise en vente de sociétés d'État que des entreprises japonaises ont manifesté le souhait d'acquérir, notamment dans le secteur minier. Lorsque J. Yoshiyama devint directeur de la COPRI, son vice-ministre D. Hokama (un Nikkei comme lui) fut officiellement chargé du ministère de l'Énergie et des Mines.

21. Enlèvements (Fan Chu Lui en 1988, Otuka en 1989, Lau Yong et Simon Wong Tami en 1990) et attentats (incendie de la grande papeterie E. Lau Chun en 1990) touchent les membres le plus en vue de la communauté asiatique.

17 juin 1991) en usant d'un discours raciste anti-japonais destiné à diriger le ressentiment national contre l'impérialisme asiatique tant chinois que japonais ²².

Entre 1991 et 1993, le Sentier lumineux, mais aussi le MRTA, entreprennent de terroriser les entrepreneurs d'origine chinoise ou japonaise. Les attentats dirigés contre leur personne et leurs biens se multiplient et concernent notamment J. Ikeda (élevage industriel), J. Dolhert, associé de P. Low Koo à Huacho, de P. Chang Salinas et de C. Fukuda, un des plus gros entrepreneurs nisei du Pérou (plantations et élevage industriel de la vallée de Huaral). A partir de juillet 1991, le Sentier lumineux s'attaque aux Japonais eux-mêmes afin de détériorer les liens privilégiés qui unissent le Japon et le Pérou, et y parvient presque en assassinant trois coopérants du Centre de recherche horticole de coopération nipppo-péruvienne de Huaral, attentat qui entraîne le départ de la Japan International Cooperation Agency (JICA) du Pérou. Redoutant de devenir la cible du parti terroriste, les activités nippones au Pérou comme celles de la Japan External Trade Organization (JETRO), déjà très discrètes, sont aussitôt paralysées. Elles n'ont repris, toujours aussi discrètement, que depuis peu.

Au Japon, le bonheur

Par un effet de conjoncture, la première élection (1990) de A. Fujimori coïncida avec un phénomène entièrement nouveau : l'appel fait à une main-d'œuvre latino-américaine par les industries japonaises. Pour un grand nombre de Péruviens, cette opportunité fit apparaître une fois de plus le Japon comme le pays détenant les clés de leur destin.

La crise des années 1980 s'accompagna au Pérou de l'aggravation d'une tendance migratoire. Plutôt attirés par les États-Unis, plusieurs centaines de milliers de jeunes Péruviens, des plus pauvres aux mieux préparés, choisirent alors, de manière légale ou clandestine, de s'établir dans ce pays, de préférence en Floride et dans la région de Chicago ²³. Mais cette migration devint vite difficile. Au moment où des mesures chaque jour plus restrictives quant à la délivrance d'autorisations de travail, et répressives à l'égard des clandestins, entravaient le courant migratoire en direction des États-Unis, l'apparition d'un marché du travail japonais fit alors croire à de nombreux candidats au départ que le Japon était à leur portée, ce qui n'est pas tout à fait vrai.

Depuis les années 1980, le Japon, ayant absorbé toute sa main-d'œuvre disponible, manque de travailleurs dans les secteurs à la fois les plus dynamiques sur le plan économique, mais aussi les plus pénibles pour ce qui est des conditions de travail. Traditionnellement fermé à l'immigration, le Japon fut d'abord contraint de recourir, à partir de 1980 ²⁴, à des immigrés philippins, bengalis, indiens et pakistanais. Mal accueillis, nombreux furent ceux qui repartirent. Le Japon choisit alors de faire appel

22. Celui-ci assumant, selon *El Diario*, une part directe de responsabilité dans la mise en application de l'ajustement structurel et du *paquetazo* d'août 1990. Cf. également sur ce thème le *Caretas* du 16 juillet 1991 dénonçant le racisme anti-asiatique du Sentier lumineux.

23. Cf. Altamirano, *Los que se fueron*, Lima, PUC, 1990.

24. Cf. sur ce thème l'article de Karolyne Postel-Vinay, *Le Monde diplomatique* d'août 1990 : « Le Japon s'entrouvre à l'immigration ».

aux « Japonais d'outre-mer », les premiers contactés étant les descendants des Japonais installés au Brésil, en Bolivie et au Pérou.

Les « Nippo-Latino-Américains », invités à titre individuel à venir travailler au Japon, bénéficient d'une situation privilégiée et peuvent obtenir un visa de deux et trois ans s'ils ont de la famille au Japon, un document qui ne donne pas le droit de travailler, mais que les autorités, qui ont longtemps fermé les yeux, délivrent en sachant qu'il permet l'entrée d'un futur travailleur. La demande est si importante que des réseaux de travailleurs destinés au labeur clandestin se forment. Parallèlement aux entrées légales, des entreprises prêtes à payer les amendes prévues pour cette infraction développent un trafic concernant les hommes, par l'intermédiaire d'agences plus ou moins scrupuleuses, voire liées à la mafia. Plus de 300 000 travailleurs clandestins prennent ainsi le chemin du Japon.

Au Pérou, un vaste marché s'ouvre, sélectif cependant car il ne concerne que les Nikkei et ceux en qui l'on reconnaît des traits asiatiques. Deux filières sont en présence : la première est le fait de Nippo-Péruviens qualifiés, ayant obtenu des bourses d'études au Japon ou ayant gardé d'étroits contacts avec leur famille, qui, profitant de cet appel, choisissent de quitter un pays qui ne leur offre aucun avenir immédiat. Ces migrants disposent de contacts leur permettant de s'intégrer dans le monde du travail japonais en toute légalité. La seconde filière, d'apparence légale, est organisée depuis le Japon et n'a souvent d'autre but que d'enrôler des travailleurs clandestins non qualifiés et malléables. Le recrutement s'effectue soit par des agences spécialisées soit par l'entreprise intéressée, et passe, dans les deux cas, par des annonces dans les journaux péruviens. Des filières par cooptation contrôlées par la mafia existeraient également mais sont peu visibles ²⁵.

Aujourd'hui, sans doute plus de 45 000 *dekasegi* ²⁶ (Nippo-Péruviens travaillant au Japon) sont partis chercher le bonheur de l'autre côté du Pacifique. Certains, qui ne sont pas d'origine japonaise mais désirent quitter le Pérou à tout prix, achètent de faux papiers et se font adopter par des Japonais du Pérou afin de prendre leur nom et d'obtenir un *koseki*, cette généalogie indispensable pour toute demande de travail. De faux Nikkei, aux traits métissés d'Indiens, se mêlent ainsi aux *dekasegi* sur le marché du travail japonais.

Cependant, l'expérience japonaise de ces migrants n'est pas toujours à la mesure des espoirs investis. Beaucoup de Nikkei qui se sentaient japonais au Pérou découvrent leur latinité au Japon dans le regard de ceux qu'ils croyaient leurs parents. Les Péruviens métis, prêts à toutes les concessions au point de tomber parfois sous la dépendance de la mafia japonaise, peuvent constater que le racisme est également partagé dans leur pays et au Japon. Tous se réfugient dans leur latinité en créant des associations péruviennes.

25. Pour éviter les pièges de l'immigration, de nouvelles agences spécialisées apparaissent. Depuis 1993, El Sol Enterprise S. Ltd, agence péruvienne installée à Kawasaki et à Okinawa, s'occupe à la fois du courrier des migrants, des traductions des demandes d'emploi, de la constitution de *kosekis*, des conditions de voyage, de l'envoi de revues et journaux péruviens ainsi que du transfert et change des salaires gagnés au Japon (*Caretas*, 11 février 1993, n° 1248).

26. Étant donné le caractère clandestin d'une partie de cette migration, les chiffres sont souvent variables. En 1991, le ministère de la Justice du Japon estimait qu'il y avait 26 300 Péruviens au Japon (d'après un rapport de l'OCDE, La politique migratoire au Japon, cité dans *Problèmes économiques*, n° 2392, 1994, pp. 23-26). En 1993, le Pérou estime que 45 000 Nippo-Péruviens travaillent au Japon (*El Comercio* du 29 septembre 1993). Au Brésil, on estime à près de 100 000 les *dekasegi* partis chercher fortune.

Cette expérience collective éclaire peut-être quelques aspects de la personnalité du président A. Fujimori qui oscille également entre les références à ses racines d'où, selon certains, il puiserait sa force et son autorité, et sa latinité certaine. Resté *chino* pour les Péruviens, ce qu'il revendique non sans provocation ni plaisir, il est aussi péruvien pour les Japonais. Cette identité multiple influe sur l'exercice du pouvoir et intervient dans les relations qu'il entretient avec ceux sur lesquels il doit compter pour asseoir son autorité. Elle facilite également le rapprochement engagé par le président péruvien avec les puissances du Pacifique, et son adoption de la doctrine asiatiste.

Les tentations de l'asiatisme et l'ère nouvelle du Pacifique

**Problèmes
d'Amérique
latine**
N° 19
oct. - déc. 1995

Pérou :
le pouvoir
selon Fujimori

18

La référence à l'« asiatisme » permet à A. Fujimori de formuler un message politique unissant valeurs traditionnelles et aspirations à la modernité technique, en insistant sur la primauté des intérêts collectifs par rapport à ceux de l'individu. Rien d'étonnant à ce que le président péruvien déclare lors de son voyage en Asie, en 1994 : « Seules les valeurs asiatiques peuvent sauver mon pays »²⁷. Et, à l'imitation des « dragons » asiatiques, il annonce vouloir faire du Pérou le « puma » de la côte pacifique sud-américaine. Suivant l'exemple du Chili qui intéresse à la fois le Japon, la Corée et Taiwan, le Pérou cherche à entrer dans ce marché nouveau et prometteur qu'est le Forum pour la coopération économique en Asie-Pacifique (APEC).

Trois semaines après son élection, A. Fujimori entreprend le premier d'une longue série de voyages en Asie. Le Japon, terre de ses ancêtres, reçoit d'abord sa visite, en juin 1990. Outre une sorte de reconnaissance paternelle et impériale, il vient solliciter l'aide dont le Pérou a besoin. L'aide matérielle officielle tarde mais est ensuite constante, et est essentiellement constituée de dons ; l'appui politique, discret, ne manque pas, même après le coup d'État d'avril 1992.

L'année 1991 – décisive pour ce qui concerne les rapports entre le Pérou et l'Asie –, marquée par l'assassinat des trois coopérants japonais, oblige le Japon à prendre ses distances avec le Pérou, mais il ne réduit pas son soutien. A la suite de la réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID) qui a lieu à Nagoya, le Japon, qui prend part au groupe Apoyo, accorde un soutien de 400 millions de dollars au Pérou.

A. Fujimori fait alors du Pérou un des membres de la Conférence de coopération économique pour le Pacifique (PECC) et du Conseil économique du bassin du Pacifique (PBEC). La réussite chinoise autant que celle des pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) le fascine. En novembre 1991, la visite de la nouvelle zone économique spéciale de Shenzhen en Chine le conforte dans son projet d'encourager l'essor de l'économie nationale à partir de territoires ouverts à la libre entreprise et à la franchise. A l'image des zones ouvertes du littoral

27. Cette déclaration est faite à *Asia Magazine* et est rapportée, pour son impact, dans plusieurs revues dont *Caretas* n° 1309 du 28 avril 1994 ainsi que dans *Le Monde*.

chinois, il envisage de créer des pôles de développement protégés le long de la côte péruvienne.

En 1991, il obtient de la Chine une aide au développement peu importante, mais la situation évolue très favorablement en 1992 avec l'achat, dans le cadre de la privatisation des entreprises publiques, du complexe sidérurgique Hierroperu par une entreprise d'État chinoise, la Shougang²⁸.

En 1993, outre la solidarité constamment démontrée envers le Pérou par de nombreux organismes privés, l'État japonais poursuit sa politique d'appui grâce à des dons (300 millions de dollars) destinés à l'infrastructure et à la santé. Favorable à l'élargissement de l'APEC afin d'éviter des antagonismes régionaux (protection américaine contre l'expansionnisme chinois, concurrence sino-japonaise), il soutient A. Fujimori dans son ambition d'accéder au marché transpacifique, même si la situation du Pérou ne permet pas encore une politique d'investissements à long terme. La confiance semble pourtant doucement revenir. Ainsi les résultats encourageants de la politique d'ajustement appliquée par A. Fujimori justifient en 1994 une légère augmentation des crédits promis par le Japon (350 millions de dollars) destinés en priorité à l'aménagement du territoire.

Paradoxalement, la communauté japonaise profite peu de la venue au pouvoir du président A. Fujimori. Plus discrète mais toujours aussi puissante économiquement, elle accorde un intérêt soutenu à ses relations avec le Japon mais, loin de s'accroître, elle perd une partie de ses membres. Les Nippo-Péruviens semblent traverser une étape de repli qui s'explique par la très forte personnalité du président. S'il existe des liens étroits entre certains membres de cette communauté et les investisseurs japonais, ils n'apparaissent pas aussi clairement que dans le cas des Sino-Péruviens qui constituent d'excellents relais pour les entrepreneurs d'origine chinoise.

La communauté chinoise semble avoir le plus bénéficié des changements induits par la présidence d'A. Fujimori. Après des années difficiles, notamment pour l'industrie de la chaussure et des plastiques, les entreprises sino-péruviennes sont en expansion et les commerces se multiplient. Encouragés par l'attitude du président, les Chinois du Pérou deviennent en quelques années des hommes de pouvoir en vue (à l'image de deux ministres, J. Lau Kong (propriétaire de la société Lau Chung) et V. Joy Wai), certains accèdent à de hauts postes de responsabilité dans l'administration publique et, surtout, s'imposent de manière importante dans les milieux bancaires et financiers. Ils sont directeurs et/ou gérants du Banco financiero (Yep et le groupe Sam Cam), la ProBank (Chu M. et Phang Cheong), le Banco del Nuevo Mundo, dite Banque juive (J. Chau. E. et J. Lau Kong), Bandesco (Chen Kang).

A cet activisme politique et économique correspond un renforcement identitaire dû en partie à la valorisation nouvelle des Asiatiques dans la société péruvienne et à une reprise en main de la part de l'Église catholique (à travers l'ordre des Franciscains, en particulier) de la communauté chinoise. Cette valorisation de l'identité chinoise se retrouve dans les publications et dans le nouvel intérêt pour la sauvegarde du vieux quartier chinois de Lima. Par ailleurs, les élites sino-péruviennes voient leur position

28. Un conglomérat fondé en 1925, « pesant » 5 millions de dollars l'an, et produisant chaque année 5,5 millions de tonnes de minerai de fer.

et leurs pouvoirs renforcés au sein de la communauté du fait de l'arrivée importante de nouveaux migrants au Pérou, par des voies légales ou clandestines, et du rôle de médiateurs qu'ils exercent à l'égard des nouveaux investisseurs.

Avec l'arrivée des Coréens, on peut dire, comme le souhaitait Belaunde en 1982, que le Pérou s'est enfin ouvert à l'Asie et que l'ère du Pacifique a vraiment commencé.

Conclusion

En Amérique du Sud, un univers inventif en matière de type politique, une nouvelle image de la présidence s'est imposé depuis peu, et le parallèle entre Carlos Menem, el Turco, et Alberto A. Fujimori, el Chino, est devenu un exercice obligé pour les journalistes et les chercheurs en sciences sociales. Et il est vrai que ces hommes ont en commun une origine ethnique et religieuse très différente des composantes nationales habituelles ; qu'ils ont détruit l'image traditionnelle du couple présidentiel (C. Menem divorce avant même d'être réélu ; A. Fujimori n'invente la fonction de *primera dama* que pour l'abolir) ; qu'ils ont tous deux, aussitôt élus, entrepris une politique bien différente de celle qu'ils ont laissé entrevoir à leur électorat ; qu'ils mènent à bien une lutte comparable contre les partis, notamment populistes, A. Fujimori s'en prenant tout particulièrement à l'APRA, et C. Menem au péronisme dont il est cependant issu...

Mais la comparaison s'arrête là. Depuis la fin du XIX^e siècle, les niveaux de développement de l'Argentine et du Pérou ont divergé, et il ne conviendrait pas de pousser plus loin la ressemblance entre le gouvernement d'un État en difficulté, mais toujours susceptible de redevenir une grande puissance à l'échelle du sous-continent, et celui d'un pays que les mesures brutales prises par A. Fujimori ont tiré du chaos, mais qui reste encore bien éloigné du « puma » économique qu'il ambitionne d'être.

La réussite de A. Fujimori présente bien des fragilités. Le redressement économique reste précaire et son coût social continue d'être ignoré. Les déséquilibres structurels existent toujours, le secteur informel continue de s'accroître et prive ainsi le gouvernement de ressources fiscales et d'un droit de regard sur le monde économique. Et, tandis que le déficit de la balance des paiements se creuse, l'État finance une grande part de ses dépenses grâce aux revenus de privatisations qui s'avèrent être moins profitables qu'il ne l'espérait.

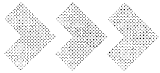
Les modalités institutionnelles permettant d'exercer un pouvoir autoritaire ne semblent pas davantage acquises que les bases d'un développement durable ; les résultats du référendum d'octobre 1993 sur la nouvelle Constitution n'ont pas répondu à tous les espoirs d'A. Fujimori, si bien que celui-ci ne s'est plus risqué ensuite à pareil exercice ; l'invention d'un nouveau type de représentation politique, cette démocratie participative destinée à remplacer les partis d'antan, se fait attendre. L'axe du gouvernement ne passe pas entre les citoyens et la présidence, mais se maintient entre celle-ci et l'armée.

D'autre part, la victoire remportée sur les partis antidémocratiques a peut-être été hâtivement jugée décisive. Suffit-il que les structures

bureaucratiques du Sentier lumineux et du MRTA s'effondrent, avec l'arrestation des membres de leur direction, pour que les causes de leur succès aient disparu ? Le coût de la guerre civile n'est toujours pas estimé : pertes en hommes et en ressources, dommages quantifiables, mais aussi disparition de modes de vie, difficultés des réconciliations nécessaires, réapprentissage incertain de la vie « normale » et de l'État de droit... Enfin, qu'en est-il de l'exercice du pouvoir d'État sur les 37 % du territoire national qui échappent depuis plusieurs années à l'administration régulière ?

Le second mandat d'A. Fujimori s'ouvre dans une atmosphère conflictuelle et de fortes tensions internes. Sur les frontières, la situation reste délicate : l'accord de paix de l'Itamaraty ne satisfait personne, et les désaccords entre la présidence, le corps diplomatique et l'armée ne favorisent pas un règlement serein des problèmes. Occulté par le gouvernement qui veut ménager la population et maintenir ce sentiment de paix qui l'a si bien servi, le retour du Sentier lumineux, régénéré, dans les régions du Huallaga, d'Ayacucho et de Lima n'est pas de bon augure. Sur le plan intérieur, les lois en cours d'approbation, notamment la loi d'amnistie concernant les militaires impliqués dans des actions contre les droits de l'homme, sont contestées non seulement par les opposants au régime mais également par certains de ceux qui ont accompagné A. Fujimori pendant son premier mandat.

Peu pressé de réintégrer le Pacte andin, A. Fujimori souhaite voir le Pérou s'ouvrir rapidement au grand marché du Pacifique. Les ensembles régionaux de l'Amérique latine se redessinent ; un nouvel équilibre transpacifique s'impose et le Pérou, après le Chili, veut y figurer en bonne place. Si l'Amérique du Nord et des pays européens comme l'Espagne paraissent vouloir s'implanter de manière durable dans l'économie péruvienne, c'est en Asie que A. Fujimori cherche un modèle de développement économique et une doctrine des relations entre la société et l'État, ainsi qu'une image tutélaire destinée à redonner confiance en l'avenir à son pays. Sa réélection éclatante démontre l'efficacité de ces propositions auprès d'un électorat acceptant peut-être, au profit d'une promesse de réussite, le sacrifice de valeurs démocratiques dont les précédents régimes civils ne donnaient guère l'exemple, s'ils s'en réclamaient pourtant. A l'heure des grands bouleversements, cette vision de l'avenir, ce regard vers l'Asie, est peut-être l'une des meilleures décisions prises par le président en matière économique, bien que l'autoritarisme qu'elle suppose puisse inquiéter à bon droit.



Les nouveaux partenaires du Pérou en Asie

La Chine populaire

C'est au gouvernement militaire de Velasco que le Pérou doit la reprise d'un développement des échanges avec la Chine et un nouvel accord commercial bilatéral passé en 1972. Depuis, ces relations n'ont cessé de progresser.

La Chine populaire accorde au Pérou trois lignes de crédit, en 1971, 1990 et 1991, totalisant 50 millions de dollars libres d'intérêts, sans

compter des dons non remboursables destinés à favoriser le développement rural et l'éducation. A l'occasion de sa reconnaissance en 1971 et du soutien qu'elle obtient alors du régime militaire péruvien, la Chine tente de reprendre contact avec la communauté chinoise du Pérou, ou plutôt décide de la reprendre en main. Des sympathisants du régime chinois sont placés aux postes clés des institutions sino-péruviennes, et pourvus ainsi d'un droit de regard sur toute la vie communautaire. S'il existe, depuis les années 1940, quelques dissensions au sein de la colonie entre les partisans, passionnés et majoritaires, de Taiwan, et ceux qui considèrent avec intérêt l'expérience de la Chine populaire, ces tensions s'aggravent et remettent alors en cause la cohésion de la communauté chinoise du Pérou.

Le retour à la démocratie au Pérou, en 1980, coïncide avec les débuts de l'ouverture de la Chine et est à l'origine de modifications concernant à la fois la nature des échanges sino-péruviens et celle des relations entretenues par les Chinois du Pérou avec la mère-patrie. En 1982, à l'issue d'une visite officielle en Chine et au Japon, le gouvernement de M. Ulloa inaugure « l'Ere du Pacifique ». Toutefois, les difficultés que rencontre le Pérou dans les années qui suivent paralysent l'élan des politiciens et des entrepreneurs et rendent impossible tout investissement dans le pays. Il faut attendre l'élection de A. Fujimori en 1990, l'intérêt particulier du Japon qui s'ensuit ainsi que l'abondance des capitaux asiatiques en mal d'investissements pour inverser la tendance.

Actuellement, les échanges commerciaux entre le Pérou et la République populaire de Chine ne cessent d'augmenter, passant de 325 millions de dollars en 1991 à 345 millions en 1992. La balance est très favorable au Pérou si l'on considère que sur ces 345 millions, 310 sont exportés vers la Chine (65 % de la production nationale de farine de poisson, matières premières), et si l'on prend en compte les récents investissements chinois au Pérou. Des sources officielles font état de 400 millions de dollars prêts à être investis actuellement par la Chine au Pérou. Fait exceptionnel et récent montrant que les données ont changé, les Chinois du Pérou sont non seulement favorables à ces investissements mais mettent sur pied un Consejo empresarial peruano-chino (Cepechi) afin de guider les investisseurs chinois dans leurs démarches, de les aider quand ils viennent au Pérou et de leur chercher des associés ; les Chinois du Pérou sont même allés visiter, en 1993, de leur propre initiative, la nouvelle zone économique de Guanzhou où ils pensent investir. La société régionale Punyi, établie au Pérou depuis plus de cent ans pour venir en aide aux premiers migrants chinois, est à l'origine de cette opération exceptionnelle. On note le rôle moteur que peuvent jouer à présent les huaqiao et les huayi, Chinois d'outre-mer des première et seconde générations, qui recomposent et animent, après des décennies de mise en sommeil, des réseaux commerciaux qui profitent, comme c'est le cas dans les pays d'Asie du Sud-Est, à l'essor économique régional.

Taiwan

Officiellement, il n'existe pas de relations entre Taiwan et le Pérou ; officieusement, les relations ont toujours existé, au travers du Peruvian Trade Office (ministère péruvien de l'Industrie) à Taipei et de la Cámara de comercio peruano-chino. Taiwan, qui aide depuis longtemps la communauté chinoise du Pérou, peut difficilement accepter la pénétration (économique et culturelle) en force de la Chine populaire. Se servant de prête-noms pour investir,

les *Taiwanais* opèrent depuis 1991 au grand jour et entrent en compétition avec les continentaux sur les mêmes marchés ; et, depuis trois ans, de nombreuses délégations commerciales, aidées par le CETRA (Conseil pour le développement extérieur de la Chine, organe comparable au Cepechi, mais favorable à Taiwan), prennent contact avec les industriels péruviens et sino-péruviens, visitent les centres miniers (elles sont intéressées par Milpo et Centromin-Peru). Un projet, formé par un groupe de 80 entrepreneurs taiwanais, porterait sur 500 millions de dollars d'investissements dans les secteurs d'exportation.

Du côté péruvien, 35 projets de joint-ventures ont été présentés à Taipei. De par les liens affectifs que Taiwan entretenait avec la colonie chinoise du Pérou et de par sa marginalisation diplomatique, la Chine nationaliste n'a investi que discrètement dans le secteur commercial, dans le domaine de l'import-export et dans les secteurs où les Sino-Péruviens sont déjà bien représentés (depuis quatre ans, 180 millions de dollars sont investis par les *Taiwanais*). L'arrivée ostentatoire de la Chine comme partenaire économique du Pérou a obligé la Chine nationaliste à modifier sa stratégie avec l'aval du gouvernement péruvien, pour se placer dans un secteur qui lui est familier, celui des finances.

Hong Kong

La troisième Chine, celle de Hong Kong, répond également à l'appel de V. Joy Wai, ministre de A. Fujimori et président de la commission des Relations extérieures, qui voyage en Asie, en 1991, afin d'attirer les investisseurs. En fait, depuis que la reconversion se fait pressante et que le retour à la Chine populaire approche, nombreuses sont les demandes faites au Pérou d'ouvrir et de donner en concession des zones franches en bordure du Pacifique. Contrairement à la Chine et à Taiwan, rien n'est officialisé puisqu'il ne s'agit que d'initiatives privées. Ce sont donc des chefs d'entreprise fortunés qui proposent d'ouvrir de nouvelles lignes de crédit au Pérou. Comme pour Taiwan, on assiste au regroupement de capitaux privés prêts à s'investir dans la pêche, l'exploitation minière et l'industrie.

L'activité sur le sol péruvien d'entrepreneurs de Hong Kong est toutefois obscurcie par l'apparition d'une mafia couverte par certains investisseurs potentiels. Ces personnes sont déjà compromises dans le scandale de la *Blooming Strong Development*, une société spécialisée dans l'organisation de la migration asiatique, autorisée par une nouvelle loi péruvienne (qui est appliquée de mars à juin 1994) à « vendre » la nationalité péruvienne contre un dépôt au Banco de la Nación de 20 000 dollars, et dans celui de *Apenkai*, un organisme créé par les parents de A. Fujimori pour gérer les dons que les Japonais adressent au peuple péruvien.

Le Japon

Mise à part la période qui précède la Seconde Guerre mondiale, le Japon n'a jamais été aussi actif que sous la présidence de Belaunde puis d'Alan García, jusqu'en 1988. Contrairement aux espérances de certains, l'élection de A. Fujimori n'a pas spécialement favorisé le Pérou bien qu'il reste, en Amérique latine, le second partenaire du Japon au niveau des investissements. Avant tout intéressés par les matières premières, l'exploitation minière (minerais de fer) en particulier, les Japonais profitent beaucoup (et de ce fait investis-

sent) de la très bonne santé du marché des années 1980-90. Par la suite, entravés dans leurs activités d'exploitation et de coopération (attentats, assassinats de coopérants), et ralentis dans leur progression par la baisse des prix internationaux, les Japonais ne cherchent pas à intensifier leurs activités ; on observe même un retrait de capitaux japonais équivalant à 12 millions de dollars. Par ailleurs, un des secteurs japonais les mieux représentés au Pérou, la vente d'automobiles, subit une forte concurrence coréenne. En fait, la situation politique et la personnalité de A. Fujimori sont à l'origine des hésitations japonaises à s'engager davantage et à investir dans les projets de privatisation.

Bon élève en ce qui concerne l'application des mesures d'ajustement mais affichant des tendances autoritaires pas toujours démocratiques, A. Fujimori embarrasse le Japon qui n'a pas oublié les mouvements anti-japonais d'avant-guerre. Soucieux de préserver l'ensemble de la communauté nippo-péruvienne, le Japon se veut bienfaiteur, réservé et surtout peu enclin à profiter d'une telle occasion. Dans l'expectative, il pratique la politique du don pour montrer, sans se compromettre, sa solidarité avec le gouvernement et le peuple péruvien (4 millions de dollars par le biais de la coopération technique, 4 millions pour la construction de centres éducatifs, etc.). Nombreux sont aussi les organismes privés qui envoient des dons, tels que la Croix Rouge, une société de paris mutuels, ou la ville natale de la famille Fujimori.

Après le référendum approuvant le projet de modification de la Constitution et le retour, pense-t-on, à des pratiques plus démocratiques, le Japon envisage de développer à nouveau ses activités au Pérou. Ainsi, le 3 novembre 1993, six membres du JICA-Japon viennent évaluer les conditions de sécurité dans la perspective d'une reprise de la coopération technique. Leur arrivée est suivie d'un attentat contre une grande surface, propriété d'un Nikkei, Hiraoka. Le retour à la normalité est lent et prudent. En fait, la question pour le Japon se pose en ces termes : comment aider A. Fujimori (question d'honneur) sans paraître trop l'aider aux yeux des autres nations et sans se compromettre politiquement ? Comment tirer profit de la très ancienne implantation japonaise au Pérou sans mettre en danger la communauté nippo-péruvienne et, surtout, sans être accusé de complaisance à l'égard de l'autoritarisme du président ?

La Corée du Sud

Contrairement aux chiffres fournis par les services d'immigration, les Coréens du Sud n'« apparaissent » pas au Pérou en 1992. Ils viennent, depuis une décennie environ, directement de Corée s'établir au Pérou ou entrent par l'Argentine et le Brésil où ils sont nombreux à résider. Leurs occupations sont essentiellement commerciales et beaucoup se consacrent à l'importation de produits coréens (hi-fi, appareils ménagers, tissus, vêtements, chaussures, etc.).

C'est en 1989, après des contacts préalablement établis, qu'une mission sud-coréenne présente officiellement au Pérou des projets d'investissements dans l'industrie automobile et dans le secteur de la technologie électronique. Les premières opérations d'envergure sont l'achat par un groupe d'investisseurs de plusieurs hôtels à Lima. Mais la réussite la plus imposante concerne l'importation d'automobiles. En deux ou trois ans, les Coréens organisent un vaste réseau d'importation de véhicules neufs et

d'occasion. Leurs concessionnaires sont répartis de manière stratégique dans la capitale, et les prix qu'ils pratiquent très compétitifs ; Daewoo, Hyundai, Asia et Kia entrent ainsi en concurrence directe avec les groupes japonais Toyota, Mitsubishi et Nissan. Les véhicules d'occasion transitent par le Chili et entrent par la zone franche de Tacna. La réussite coréenne dans ce secteur est incontestable, elle encourage d'autres entrepreneurs à entrer sur le marché péruvien ; c'est du moins ce qui apparaît à l'occasion de la Feria del Pacífico (18 novembre 1993) où toutes les grandes industries sont représentées par Bandesco.

Bandesco (alors contrôlée par les Taiwanais) a passé, en novembre 1993, un accord avec la Corée l'engageant à mettre en relation les entrepreneurs des deux pays, à promouvoir les produits coréens et à offrir aux Péruviens des crédits avantageux à l'achat. Il semble que la Corée aimerait augmenter son implantation au Pérou dans le but de réexporter vers le Venezuela et d'autres pays latino-américains et ouvrir au Pérou une politique commerciale de type maquiladoras. Bien que le salaire moyen au Pérou soit jugé élevé par les Coréens (100 dollars par mois contre 40 dollars au Viêt-nam), il semblerait avantageux pour la Corée d'y établir une usine d'assemblage Hyundai ou Daewoo.

**Problèmes
d'Amérique
latine**

N° 19

oct. - déc. 1995

Pérou :
le pouvoir
selon Fujimori

25